**L’assurance de personnes dans le contexte de la pandémie du COVID 19**

**L’épidémie de COVID 19 qui sévit dans 185 pays du monde est une crise sanitaire d’une ampleur et d’une gravité exceptionnelle. Afin d’enrayer la propagation du virus, l’état français a annoncé différentes mesures : fermeture des écoles, collèges, lycées et universités du pays, des commerces et activités non essentielles et enfin confinement des personnes le 16 mars 2020.**

**Des dispositifs d’accompagnement ont été favorisés par le gouvernement pour accompagner la population comme l’encouragement au télétravail, le recours au chômage partiel, la garde des enfants de moins de 16 ans sous certaines conditions et la protection des personnes.**

**Dans cette crise sanitaire, le contrat collectif de prévoyance souscrit par les structures associatives revêt une grande importance pour préserver la couverture des salariés. Nous aborderons point par point l’articulation entre ce contrat et les dispositifs en vigueur.**

**1 Qu’est-ce que la prévoyance**

Le contrat collectif de prévoyance souscrit par l’employeur couvre deux risques principaux :

* les frais médicaux générés lors d’une [hospitalisation](https://mutuelle.dispofi.fr/hospitalisation), de consultations, d’analyses (maladie, maternité…)
* les risques liés au décès, à l’incapacité, à l’invalidité, et à la dépendance, interrompant ou suspendant totalement l’activité professionnelle, et de fait les revenus de l’assuré

La prévoyance complète le régime obligatoire. La Sécurité sociale prévoit en effet des indemnités pour chacun de ces risques, mais elles ne couvrent pas totalement le manque à gagner des assurés.

Vous trouverez ci-après les précisions concernant l’application des garanties du contrat collectif de prévoyance dans le contexte du COVID 19.

**2 La prise en charge des frais de santé**

Le contrat collectif de prévoyance prévoit la prise en charge de cette maladie. Il couvre les frais liés aux soins, traitements hospitaliers et hospitalisation. Cette prise en charge englobe les tests de dépistage pratiqués dans les hôpitaux ou par des professionnels de santé dans les conditions prévues pour les analyses médicales prescrites.

A noter : certains assureurs font bénéficier leurs adhérents de la téléconsultation médicale disponible 24H/24 et 7J/7.

En ce qui concerne le recours au chômage partiel, la suspension du contrat de travail n’a pas d’impact sur le fonctionnement des garanties de la couverture des frais médicaux, sous réserve de paiement des cotisations. Le niveau des garanties sera maintenu à l’identique pour les assurés.

**3 La prise en charge des arrêts de travail**

## 3-1 l’arrêt maladie

La prévoyance couvre les arrêts de travail liés à une maladie, dont le Coronavirus, sans modification du fonctionnement des garanties, en particulier pour l'application de la franchise. Cela concerne les personnes atteintes du Covid-19 avec un arrêt de travail délivré par un médecin.

## 3-2 L’arrêt maladie concernant les personnes fragiles

Cette prise en charge est étendue aux arrêts de travail concernant les personnes fragiles à titre de prévention (maternité au 3ème trimestre de grossesse et ALD déclarée sur le site declare.ameli.fr) à compter du 23 mars. Dans ce dernier cas la prévoyance intervient comme un arrêt de travail classique.

A noter toutefois qu’un changement est intervenu le 17 avril dernier : les salariés en arrêt de travail en raison de leur vulnérabilité seront placés en chômage partiel à partir du 1er mai prochain.

## 3-3 Le cas particulier de la garde d’un ou plusieurs enfants de moins de 16 ans

Ce dispositif concerne un des deux parents, pour la garde d’un enfant de moins de 16 ans, à la condition qu’aucun des deux ne puisse effectuer du télétravail. Dans le cadre de ces conditions cumulatives, le gouvernement a prévu que l’un des deux parents puisse bénéficier d’un arrêt de travail.

C’est l’employeur qui effectue les démarches via la page employeur [du site dédié sur ameli.fr](https://declare.ameli.fr/). L’indemnisation est ensuite enclenchée à partir de cette déclaration. Le salarié perçoit les indemnités journalières et, le cas échéant, le complément de salaire de l’employeur dès le 1er jour d’arrêt, sans application du délai de carence.

En ce qui concerne ces arrêts de travail qui ne sont pas liés à l'altération de la santé du bénéficiaire, la prévoyance ne déclenche pas l'application des garanties. Cette position est éventuellement susceptible d’évoluer au titre des nouvelles mesures gouvernementales qui interviendraient.

A noter que le 17 avril, les ministères de la santé et du travail ont annoncé que les salariés qui se trouvent en arrêt de travail pour garde d’enfants seront placés en activité partielle à partir du 1er mai 2020.

## 3-4 Le cas du télétravail

Le personnel en télétravail relève du régime des accidents du travail de la même manière que s’ils étaient sur leur lieu de travail. En effet, l’accident survenu en télétravail est présumé être un accident de travail au sens de la Sécurité sociale. Les règles applicables semblent donc identiques à un accident sur le lieu de travail ou sur le trajet.

L’article L. 1222-9 du Code du Travail indique à ce titre que « l’accident survenu sur le lieu où est exercé le télétravail pendant l’exercice de l’activité professionnelle du télétravailleur est présumé être un accident de travail au sens de l’article L. 411-1 du Code de la Sécurité sociale ».

Pour rappel, l’article L. 411-1 du Code de la Sécurité sociale auquel il est fait référence, énonce que « est considéré comme accident du travail, quelle qu’en soit la cause, l’accident survenu par le fait ou à l’occasion du travail à toute personne salariée ou travaillant, à quelque titre ou en quelque lieu que ce soit, pour un ou plusieurs employeurs ou chefs d’entreprise ».

## 3-5 Le cas des soignants

Le 23 mars 2020, le Ministre de la santé Olivier Véran a annoncé que le coronavirus sera systématiquement et automatiquement reconnu comme maladie professionnelle pour les soignants.

Cette note a été établie le 20 avril 2020, certaines dispositions sont susceptibles d’évoluer en fonction des échanges qui ont lieu actuellement entre la Fédération Française des Assurance et l’Etat Français.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Pour toutes précisions**, vos inspecteurs commerciaux sont à votre disposition :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Louis DE PIMODAN**Inspecteur commercial, Saint-Christophe PrévoyanceTél. : 01 56 24 79 34louis.depimodan@msc-assurance.fr | **Antoine LEGENDRE**Inspecteur commercial, Saint-Christophe PrévoyanceTél. : 01 56 24 77 62antoine.legendre@msc-assurance.fr |  |

 |

**Mutuelle Saint-Christophe assurances** 277 rue Saint-Jacques - 75256 Paris cedex 05 Tél : 01 56 24 76 00 – Fax : 01 56 24 76 27 www.msc-assurance.fr Société d’assurances mutuelle à cotisations variables régie par le Code des Assurances N° SIREN : 775 662 497 Opérations d’assurances exonérées de TVA - Art. 261-C du CGI

SUIVEZ-NOUS :[**www.saint-christophe-assurances.fr**](https://www.saint-christophe-assurances.fr/)